

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC
AU 188/06

AMR 29/003/2006 – ÉFAI

CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ

Londres, le 6 juillet 2006

SALVADOR

Marina Manzanares Monjarás (f), militante politique

Personnes tuées :

Francisco Antonio Manzanares (h), 77 ans, le père de Marina Manzanares Monjarás

Juana Monjarás de Manzanares (f), 75 ans, la mère de Marina Manzanares Monjarás

Amnesty International est préoccupée par la sécurité de Marina Manzanares Monjarás, dont les parents ont été sauvagement assassinés le 2 juillet. Elle milite depuis longtemps au sein du principal parti d'opposition, le *Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional* (FMLN, Front Farabundo Martí pour la libération nationale). Elle a également été présentatrice radio et a travaillé pour la radio clandestine *Radio Venceremos* pendant le conflit armé qui a déchiré le Salvador entre 1980 et 1992. Elle travaille depuis peu sur un projet visant à perpétuer le souvenir de cette période.

Quelque temps avant sa mort, Juana Monjarás de Manzanares avait reçu un colis contenant des os et un message disant que ceux de sa fille lui seraient bientôt envoyés par la même voie. Début 2006, Marina Manzanares Monjarás avait été la cible de menaces par téléphone. Un jour de la fin du mois de janvier, tôt dans la matinée, un l'homme l'a appelée et l'a menacée en ces termes : « *Fille de pute, communiste, ta tête tombera bientôt.* » Deux semaines plus tard, sa mère a été contactée par téléphone par un homme qui lui a dit : « *Vous devriez vous acheter des vêtements de couleur noire, car vous porterez bientôt le deuil de votre fille.* »

Francisco Antonio Manzanares et Juana Monjarás de Manzanares ont été retrouvés morts à leur domicile, dans le quartier de La Cruz, à Suchitoto (département de Cuscatlán), le 2 juillet au matin. D'après les informations recueillies, ils ont été assassinés de manière extrêmement violente : ils ont été égorgés, de la chaux a été étalée sur leur visage et certains éléments indiquent qu'on a tenté d'incendier leur corps et la scène du crime. Selon certaines informations, rien n'a été dérobé, ce qui rend improbable la thèse d'un cambriolage. Leur fils, Francisco Manzanares, était également un militant politique. Il a été assassiné le 8 octobre 1996, victime de ce qu'Amnesty International considère comme une exécution extrajudiciaire. À l'époque, ses parents avaient également reçu des menaces.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Les organisations de la société civile sont de plus en plus préoccupées par la possible réémergence de ce qu'il est convenu d'appeler les « *escadrons de la mort* », ces groupes qui faisaient régner la terreur pendant le conflit armé. Beatrice de Carrillo, procureure chargée de la défense des droits humains, a exprimé son inquiétude face au nombre élevé d'homicides recensés ces dernières années et à la possibilité que ce chiffre soit lié à de tels groupes, qui pourraient tenter d'« *intimider* » la population.

Malgré les préoccupations exprimées par différentes instances internationales, telles que les Nations unies et l'Organisation des États américains (OEA), ainsi que par des organisations de la société civile salvadorienne, les violations des droits humains commises au cours du conflit armé demeurent impunies.

ACTION RECOMMANDÉE : Dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- déclarez-vous préoccupé par la sécurité de Marina Manzanares Monjarás, compte tenu des menaces qu'elle a reçues et de l'assassinat de ses parents ;
- exhortez les autorités à prendre immédiatement des mesures en vue de garantir sa sécurité ;

- demandez instamment qu'une enquête exhaustive et impartiale soit menée sans délai sur l'assassinat de Francisco Manzanares et de Juana Monjarás Manzanares et que ses résultats soient rendus publics ;
- demandez que la sécurité de tout témoin éventuel soit garantie pour qu'il puisse témoigner sans craindre des représailles, de façon à ce que les responsables présumés soient traduits en justice.

APPELS À :

Président de la République :

S. E. Elías Antonio Saca
Presidente de la República de El Salvador
Casa Presidencial
Alameda. Dr Manuel Enrique Araujo 5500
San Salvador, Salvador

Courrier électronique : casapres@casapres.gob.sv

Fax : + 503 2243 7857/ 9930

Formule d' appel : Sr. Presidente / Monsieur le Président,

Procureur général :

Lic. Félix Garrid Safie
Fiscal General
Fiscalía General de la República
Colonia Flor Blanca
49 Avenida Sur
Edificio 8-B
San Salvador, Salvador

Fax : + 503 2249 8613

Formule d' appel : Sr. Fiscal General / Monsieur le Procureur général,

COPIES À :

Bureau de la Procureure chargée de la défense des droits humains :

Dra. Beatrice Alamanni de Carrillo
Procuraduría para la Defensa de los Derechos Humanos
9ª Av. Norte y 5ª Calle Poniente
Edificio AMSA N° 535
San Salvador, Salvador

Fax : + 503 2222 0655

ainsi qu' aux représentants diplomatiques du Salvador dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.

**APRÈS LE 17 AOÛT 2006, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR.
MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*